	PAGE
la dette de la Banque; et la dite société, étant dans un état d'insolvabilité et fortement endettée envers la banque, vend une quantité de l'extrait et en applique le produit au paiement d'autres dettes, un tel acte ne peut être considéré comme récel. Le récel ne peut s'inférer. (<i>there cannot be constructive secretion.</i>)	85
RÉGISTRATEUR :—Un régistrateur qui refuse de délivrer un acte enregistré à son bureau, peut y être contraint par bref de <i>Mandamus</i> : Un tel officier public n'a aucun droit de rétention sur des papiers, sous le prétexte que des honoraires réclamés n'ont pas été payés.....	439
REQUÊTE CIVILE :—Une requête civile peut être accordée par le protonotaire en vacance, en l'absence du juge résidant dans le district. Une motion pour faire rejeter telle requête civile, sur le principe que les raisons invoquées dans la requête civile sont insuffisantes pour en faire obtenir les conclusions, ne peut être accordée, parce qu'un tel moyen ne peut être invoqué que par une défense en droit.....	47
RIVIÈRES NAVIGABLES ET FLOTTABLES :—Les rivières navigables et flottables appartiennent au domaine public, et comme telles ne peuvent servir à un usage privé, de manière à gêner l'usage public. Personne n'a le droit de faire des constructions sur les rivières navigables et flottables, sans l'autorisation de l'autorité compétente; et telles constructions ne sont permises de droit que sur des cours d'eau qui ne sont pas navigables et flottables. Même lorsqu'elles sont faites sur autorisation légale, les constructions, sur les rivières navigables et flottables, ne doivent pas gêner la navigation ou le flottage sur ces rivières. Dans l'espèce les demandeurs ne peuvent obtenir des dommages causés à leurs constructions par le flottage des bois de la défenderesse, vu que ces constructions étaient faites sur une rivière navigable et flottable.....	720
SAISIE DE BOIS PAR LES AGENTS DE LA COURONNE :—Une saisie faite sans écrit, des bois de la Couronne par ses agents, et pratiquée contre les possesseurs de ces bois sans titre légal, n'a aucune valeur et est frappée de nullité absolue.....	571
SAISIE EXÉCUTION :— <i>Vide CORPORATIONS MUNICIPALES.</i>	
SECRÉTAIRE D'UNE CORPORATION :— <i>Vide MANDAMUS.</i>	
SURINTENDANT SPÉCIAL :—Un rapport fait par un surintendant spécial nommé pour régler des travaux, dans les termes suivants, qu'il ne se croit pas en droit de faire aucune ordonnance à ce sujet, doit être considéré comme un refus d'agir de sa part, vu qu'il ne se conforme pas aux prescriptions de la section 45 de l'Acte municipal refondu, qui ordonne au surintendant l'alternative, ou d'agir et de faire un procès-verbal, s'il y a lieu, ou de refuser les travaux demandés, et dans ce cas, donner les motifs de son refus. L'homologation par le conseil local d'un rapport fait dans les termes ci-dessus mentionnés, n'est d'aucune valeur quelconque, et ne peut pas donner droit à un appel au conseil de comté. Les pouvoirs du conseil de comté, comme du conseil local, se	